

FONCTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU MACHINISME AGRICOLE DE LA PLAINE DE LA MAHAVAVY

par RANDRIAMAHARO Maxime *

I — INTRODUCTION

Au lendemain de la réorganisation du Fokonolona à travers lequel le pouvoir public manifeste sa volonté de baser le développement économique du monde rural, le machinisme agricole est plus que jamais une question à l'ordre du jour. Il devenait d'autant plus urgent de réfléchir sur ce problème qu'en 1973 la production rizicole accusait un déficit pour le moins inquiétant. Madagascar devait importer quelques 200.000 Tonnes de riz décortiqué, pays pourtant où cette denrée constitue l'alimentation essentielle de base.

Si, le caractère indispensable d'une croissance économique par le biais de la mécanisation de l'agriculture semble être une chose acquise, la définition d'une politique cohérente d'intervention mécanisée en milieu rural qui soit en articulation avec la politique générale du Gouvernement qu'est la maîtrise populaire du développement reste ambiguë.

Au risque de voir cette politique se résumer à la simple dotation d'engins agricoles comme il semble déjà être le cas dans certains Fokontany, la présente étude se propose d'analyser dans quelles conditions la mécanisation agricole en tant que moyen peut contribuer efficacement à la réalisation d'un véritable développement populaire.

Dans le cadre de cette étude nous nous sommes intéressés à la plaine de la Mahavavy pour deux raisons essentielles :

1° — C'est une des rares régions de Madagascar où l'utilisation des tracteurs dans divers travaux agricoles connaît une importance considérable non seulement au sein des domaines agro-industriels telle que la SOSUMAV (Société Sucrière de la Mahavavy) qui compte à elle seule plus de 200 tracteurs mais également dans le secteur paysan où on

* ingénieur ENSA TANANARIVE - Promotion 65/70

en dénombrant en 1974 plus d'une centaine non compris ceux des grandes concessions privées (SACOM - HASSANALY - ARIDY).

2° — En ce qui concerne l'intervention du pouvoir public dans le domaine du machinisme agricole en milieu paysannal, la plaine est riche en expériences tant anciennes que récentes.

Dans notre analyse nous traiterons les points suivants :

- 1° — Les caractéristiques socio-économiques de la plaine de la Mahavavy.
- 2° — Les expériences du Pouvoir Public en matière du machinisme agricole.
- 3° — Machinisme agricole et maîtrise populaire de développement.

I — CARACTERISTIQUES SOCIO-ECONOMIQUES DE LA PLAINE

11. *Le cadre géographique.*

Située dans la partie Nord-Ouest de l'île, Ambilobe est une des trois sous-préfectures (Ambanja - Nossi-Be et Ambilobe) formant la Préfecture de Diégo-Suarez. Sa superficie géographique est de 7.000 km² composée essentiellement par trois deltas des rivières Mahavavy - Mananjeba et Ifasy et aux sommets desquels se dresse une zone montagneuse portant une forêt en voie de dégénération rapide au fur et à mesure que l'on va du Sud vers le Nord.

Autant les deltas de la Mahavavy et de la Mananjeba ont fait l'objet d'une mise en valeur importante bien qu'insuffisante, autant celui de l'Ifasy est resté quasiment inexploité.

Dans les deux deltas de la Mahavavy et Mananjeba on estime à 37.000 ha la superficie de terre cultivable répartie comme l'indique le tableau ci-dessous entre les grandes concessions privées et le secteur paysannal.

	CONCESSIONS	PAYSANNAT	TOTAL
Δ MAHAVAVY	15.000 ha	15.000 ha	30.000 ha
Δ MANANJEBA	3.000 ha	4.000 ha	7.000 ha
TOTAL	18.000 ha	19.000 ha	37.000 ha

12. *La population.*

Quant à la population vivant dans la sous-préfecture elle se chiffre environ à 60.000 habitants dont près de 9.000 exploitants agricoles. Du fait de la présence de nombreuses plantations industrielles qui constituent

un pôle d'attraction pour la main-d'œuvre agricole la composition ethnique de la population revêt un caractère très hétérogène. Elle est pour 60 % Antakarana et pour 40 % d'immigrés Tsimihety, Betsileo, Antandroy et Comoriens. Antandroy et Comoriens vivent en général dans les fermes européennes où ils sont employés dans les plus diverses besognes des plantations industrielles (sarclage, coupe de canne, manutentionneurs) tandis que la majorité des Antakarana occupent la fonction de personnel de bureau et d'ouvriers d'usine. Quant aux Betsileo et Tsimihety ils sont intégrés à la population locale où ils sont en général métayers ou locataires.

13. Les principales productions.

131 — La canne à sucre :

ANNEES	PRODUCTION PAYSANALE	SOSUMAV	TOTAL
1972	92.970,5	431.482	524.452,5
1973	103.806	406.524	519.330
1974	138.972	497.366	636.338

132 — Le coton fibre :

ANNEES	PRODUCTION PAYSANALE (Tonnes)	PRODUCTION PRIVÉE (Tonnes)	TOTAL (Tonnes)
1972	1.070	380	1.450
1973	1.629	491	2.120
1974	1.774	417	2.191

133 — Paddy : (Zône encadrée par le G.O.P.R.).

ANNEES	73/74	74/75
PRODUCTION	8.000 T.	8.126 T.

Il faut remarquer qu'à ces trois spéculations viennent s'ajouter le café et le poivre mais du fait de la multitude des circuits de commercialisation nous n'avons malheureusement pas pu estimer la production.

Comme nous pouvons le constater la culture de la canne à sucre reste de loin la plus importante et son développement depuis la création de la

SOSUMAV vers les années 1950 est certainement à l'origine de l'importance que connaît aujourd'hui la plaine en matière de machinisme agricole. Car la culture de la canne à sucre ne peut se concevoir sans l'utilisation d'engins mécanisés - tels que tracteurs, remorques sucrières, Cane Loader, etc. . . Dans la structure capitaliste actuelle de l'économie il apparaît évident qu'avec la terre les tracteurs deviennent les éléments fondamentaux qui déterminent l'organisation sociale et les rapports de productions existant en son sein.

14 — L'organisation sociale

141 — La Société Sucrière de la Mahavavy :

Il s'agit d'une unité agro-industrielle spécialisée dans la fabrication du sucre. Son implantation dans la plaine remonte en 1950. Ses activités ont bénéficié du concours direct ou indirect des différents régimes alors au pouvoir et c'est ainsi que son domaine recouvre actuellement une superficie de 13.000 ha soit près de la moitié de la surface cultivable du delta.

Dans ce domaine, dont 8.000 ha plantés en canne à sucre, sont employés quelques trois mille ouvriers permanents.

L'importance de l'équipement agricole n'est plus à démontrer quand 90 % des travaux sont faits mécaniquement. Le parc matériel comprend actuellement :

- Bull dozer
- Scraper
- Tracteurs
- Coupeuses mécaniques
- Remorques sucrières
- Cane Loader
- Moissonneuses batteuses
- Pelles mécaniques, etc. . .

Ce parc est doté d'un atelier mécanique et électrique pouvant assurer sur place la maintenance de tous les engins et si nécessaire les modifications imposées par les conditions de travail.

Néanmoins, en ce qui concerne les pièces détachées une partie est directement importée par la Société et une partie achetée localement. Afin d'éviter des immobilisations anormales d'engins compte tenu des délais de livraison des pièces de rechange, il est constitué en permanence pour chaque type de matériel un stock pouvant couvrir une période de 6 mois.

Bref, au point de vue équipement agricole et infrastructures y afférentes, la Société jouit d'une autonomie la plus absolue ce qui permet aux engins d'avoir une période de maintenance assez longue d'une part, et d'autre part de soutenir un rythme de travail ininterrompu.

142 — *Les concessions coloniales :*

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, un certain nombre de pionniers européens sont partis en aventure dans les pays sous domination coloniale.

Leur intégration dans le circuit économique a débuté par le petit commerce de brousse où à la fois ils ont fait fonction de collecteurs des produits agricoles et des richesses minières pour le compte des compagnies étrangères. Et c'est lorsque le pouvoir économique du « lieu » où ils se sont installés est entre leurs mains, qu'ils rentrent dans le processus même de production en commençant par l'accaparement des terres. C'est ainsi que dans la plaine ces concessions coloniales totalisent à l'heure actuelle environ 5.000 ha. Il faut noter qu'une bonne partie de ces terres a déjà été « phagocitée » par la SOSUMAV (Domaine du Mahebo et de Vassilacos) et une partie acquise par la bourgeoisie compradore locale (domaine GROUBEL).

La SACOM (Société Agricole et Commerciale de la Mananjeba) nous fournit l'exemple typique de ces concessions coloniales. Comme toutes les autres concessions, elle produit essentiellement de la canne. La canne produite (24.000 T. en 1974) est évacuée par remorque de 12 T. à la SOSUMAV

En général ces petits colons utilisent une petite équipe de salariés permanents dépassant rarement la cinquantaine à laquelle s'ajoute en période coupe une foule de Main-d'œuvre temporaire.

Si en matière de commercialisation ces concessions dépendent de la SOSUMAV, en matière d'équipement agricole et de matériel d'entretien et de réparation, elles sont autonomes

143 — *Les propriétaires fonciers :*

C'est une classe sociale issue du système féodal d'une part et d'autre part d'une minorité de notables P.S.D. ayant su profiter du régime.

Le rapport de domination qu'exerce cette fraction de la bourgeoisie locale sur la couche la plus large de la population se caractérise par le métayage en ce qui concerne les cultures autres que la canne. Quant à cette dernière spéculation végétale, elle est pratiquée de deux façons :

— ou bien les terres sont mises en exploitation directe par leurs propriétaires mais d'une façon plus qu'extensive : on vient juste pour couper la canne tous les ans et ceci pendant une période de 8 à 10 ans.

— ou bien les terres font l'objet d'un contrat de location à durée déterminée avec des riches commerçants arabes ou « karana » qui les mettent en valeur en engageant une main-d'œuvre salariée.

La majorité des propriétaires fonciers sont également possesseurs d'un ou deux tracteurs mais la plupart du temps la gamme d'équipements qui vient derrière (charrues, pulvérisateurs, remorques. . .) est incomplète.

En ce qui concerne le problème de la réparation de ces engins, on fait appel à de petits bricoleurs disséminés un peu partout dans la plaine, ce qui entraîne nécessairement la chute du parc tracteurs, chute d'autant plus rapide que les pièces de rechange sont devenues des objets rares et par voie de conséquence leur commerce obéit à la loi économique de l'offre et de la demande.

144 — *Les petits planteurs indépendants et les métayers :*

Si les gros propriétaires fonciers monopolisent par la force des choses la culture de la canne, la petite paysannerie se trouve astreinte à la production vivrière et depuis 1970 à la culture du coton.

Lorsque les paysans sont propriétaires de leurs terres, la taille moyenne des exploitations est de l'ordre de 2 ha dont une partie est réservée à une culture perenne associée comprenant : des poivriers, des caféiers et divers arbres fruitiers, et une partie à une culture annuelle en général le riz qui, de plus en plus, entre en rotation avec le coton.

Mais quelles que soient les dimensions des parcelles, à quelques exceptions près, le tracteur reste l'unique moyen utilisé dans la préparation du sol qu'il s'agisse du labour, du pulvérisage ou du piétinage. Pour cela les paysans font appel aux tracteurs des propriétaires fonciers par l'intermédiaire du petit crédit agricole octroyé par la B.N.M. La B.N.M., à l'issue d'un comité consultatif d'octroi, délivre aux paysans ce qu'elle appelle un bon de déblocage correspondant à la nature et à la durée du travail sollicité. La prestation de service une fois fournie, l'entrepreneur récupère le bon avec lequel il vient se faire payer auprès de la B.N.M. Quant au remboursement des fonds par les paysans il se fait en fin de campagne moyennant un intérêt de 8 %.

Etant donné l'absence de la moindre organisation quant à l'utilisation des machines agricoles, d'une infrastructure de maintenance adéquate et d'un service après vente conséquent, le problème de l'insuffisance de tracteurs se pose d'une façon chronique de plus en plus grave d'une année à l'autre.

Et c'est justement dans le but d'apporter une solution à ce problème que le pouvoir public a tenté quelques expériences en la matière dont la plus récente est l'Opération Machinisme du G.O.P.R. entreprise conjointement avec la C.S.P.C.S.

2 — LA SECTION MACHINISME DU G.O.P.R EN TANT QU'EXPERIENCE DU POUVOIR PUBLIC

Bien que dans un contexte et une optique tout à fait différents de la CASMA ou des Syndicats de Communes, la section machinisme du G.O.P.R. constitue une autre tentative de l'Etat dans la solution au problème de la mécanisation de la plaine.

21 Pourquoi le G.O.P.R. ?

Comme son nom l'indique (Groupement Opération Productivité Rizicole) c'est un organisme qui s'est assigné comme objectif l'amélioration de la productivité rizicole au moyen de la vulgarisation de nouvelles techniques culturales et des aménagements hydrauliques.

Le développement dans la plaine des cultures industrielles n'était pas pour créer une condition favorable à la réalisation de cet objectif. Malgré les efforts de vulgarisation, la riziculture devient de plus en plus une activité secondaire. Du coup la raison d'être de l'Opération se trouve sérieusement compromise et il fallait donc aux responsables justifier son maintien. Cette justification ne pouvait être autre chose que l'intégration de l'opération dans l'économie sucrière d'autant plus que la Caisse de Stabilisation des Prix de la Canne et du Sucre C.S.P.C.S.) entretient déjà au sein du G.O.P.R. un dispositif de vulgarisation canne. En outre, l'évacuation des cannes vers l'usine avait rencontré un problème que la plaine ait jamais connu ; plus de 2.000 T. de canne sont restées dans les champs en 1973 faute de moyens de transport.

C'était donc pour le G.O.P.R. le moment où jamais de sauter sur l'occasion pour redresser sa situation. Une étude relative à l'évacuation des cannes accompagnée d'un projet de la mise sur pied d'une section de transport a été présentée aux autorités compétentes. Ainsi, au mois d'Avril 1974 la décision est-elle prise de créer la Section Machinisme sous la responsabilité technique et financière de la ZER avec comme principe de base l'autofinancement.

22 Les moyens mis en œuvre (Mai 1975)

221 — Les moyens en matériel :

Ils représentent un investissement de l'ordre de 30 millions de FMG.

Ils comprennent :

- 6 tracteurs de 62 CV
- 6 remorques sucrières autochargeuses de charges utiles de 10 T
- 4 charrues à disques
- 2 pulvérisateurs

102 FONCTIONS ECONOMIQUES ET POLITIQUES DU MACHINISME AGRICOLE

- 1 véhicule tout terrain de liaison qui, en réalité, appartient à la ZER mais mis à la disposition de l'Opération.

En ce qui concerne le problème d'entretien et réparation, pour l'instant, l'opération passe un contrat avec un garagiste local en attendant la mise en place de son propre atelier.

222 — *Les moyens en personnel :*

Se composent d'un personnel permanent et d'un personnel temporaire. Le personnel permanent comprend :

- 2 ingénieurs dont 1 expatrié
- 1 adjoint technique
- 1 aide-comptable
- 7 chauffeurs.

Parmi le personnel temporaire, il compte :

- 5 chauffeurs
- 13 manœuvres

A noter qu'à ce personnel s'ajoute le dispositif de la ZER qui apporte beaucoup de leur appui à la marche de l'opération

23 *Les résultats de la première campagne*

Dans cette analyse nous ferons la distinction entre la campagne transport de canne à sucre et celle des travaux cultureux (labour, pulvérisage, sillonnage, semis). L'accent sera particulièrement mis sur la valorisation du travail des tracteurs par rapport aux heures globales de leur fonctionnement.

231 — *Les résultats de la campagne transport :*

D'une façon générale, la campagne transport débute vers la deuxième quinzaine du mois de Mai pour prendre fin la première quinzaine de Novembre. Toutefois, au niveau paysans, le démarrage est assez lent ; il faut attendre le mois de Juillet pour voir les livraisons au secteur paysan prendre son rythme optimal. 76 % des cannes de ce que l'on appelle communément dans la plaine « Petits planteurs » sont livrés de Juillet à Novembre. On peut expliquer ce fait par un chevauchement de calendrier cultural. En effet, les mois de Mai et Juin correspondent à la récolte du riz, au dernier semis et à l'entretien du coton (démariage, sarclage et traitements phytosanitaires).

Il faudrait peut-être ajouter à cela, la non disponibilité de la main-d'œuvre pour la coupe - étant entendu que celle-ci est constituée de salariés immigrés dont la majorité est drainée par les fermes européennes

A la fin de la campagne 1974 la livraison des « Petits planteurs » s'élève à 91.167,640 T. pour 945 paysans.

Le tonnage livré par les 6 unités de transport du G.O.P.R. est de 12.144,760 T. en 1.813 voyages chez 213 planteurs.

La répartition des livraisons par Fokontany et la part prise par la Section Machinisme du G.O.P.R. au niveau de chaque Fokontany s'établit comme suit :

FOKONTANY	LIVRAISON TOTALE (T.)	G.O.P.R. (T.)
— Mantaly	12.381,480	663,360
— Anjavibe	11.527,220	1.322,920
— Matsaborikilandy	1.728,540	1.139,900
— Sengaloka	816,980	216,560
— Manongarivo - Ampanakana	1.668,020	386,240
— Ampondralava	3.279,460	340,840
— Andrafiabe	771,140	543,660
— Ampasimaty	249,940	233,540
— Bekolahy	585,180	182,520
— Antanamazava	650,860	379,820
— Bobatanty	89,920	46,360
— Mahatsara - Anjiabe - Tsratanana	1.259,000	628,680
— Ampasivelona	2.727,360	536,100
— Androitsy - Andimaka - Ampano	1.134,230	79,600
— Antsaravibe	12.994,580	1.100,560
— Andranomamy	6.322,340	452,060
— Ankobahoba	4.667,200	288,080
— Ampanasina	3.535,140	70,760
— Marivorahona	2.349,860	168,260
— Antsambalahy	1.065,920	531,800
— Mahatsara	1.368,320	152,200
— Tanambao - Marivorahona	855,740	76,740
— Issey	1.101,100	431,540
— Mahavelona	520,760	17,860
— Ambodibonara	2.736,820	103,600
— Divers	102,360	—

La différence entre le tonnage total (91,167,640 T.) et celui livré par le G.O.P.R. (12.144,760 T.) a été évacuée par les transporteurs privés avec 119 engins de transport y compris les camions.

Quant à la *valorisation de l'heure de transport*, les relevés des compteurs horaires font apparaître qu'il a fallu aux tracteurs 6.300 heures pour transporter 12.145 T. de cannes. Dans les 6.300 heures sont comptés les déplacements à vide comme lorsque le tracteur revient de l'usine ou lorsqu'il part de son quartier général aux champs pour le premier chargement.

Exprimé en t/h (tonne à l'heure), la valorisation du travail de tracteur dans le cas précis de la Section Machinisme du G.O.P.R. se situe autour de 2 T/h. Ceci sur une distance moyenne de 15 Km avec des remorques de charge utile de 9 T.

Le chiffre de 2 T/h laissé tel quel peut à la limite ne rien signifier s'il n'est pas comparé à un autre chiffre que l'on considère comme référence. Le calcul du coût horaire d'utilisation (voir annexe) peut nous donner un ordre d'idée. Ce coût est estimé à 2.100 FMG/h, étant donné que le tarif moyen de transport est de 1.000 FMG/T, ceci place les résultats du transport légèrement en dessous du seuil de rentabilité.

232 — *Comment se présente la campagne « Façons culturales ? »*

Cette campagne se situe vers la deuxième quinzaine du mois de Novembre, immédiatement après la fin des transports de cannes. A noter cependant que des travaux de déchicotage des vieux champs de cannes s'effectuent bien avant cette période (aussitôt après la coupe) mais d'une façon générale cela n'intéresse que quelques gros planteurs ayant leur autonomie en matériel de culture. Elle comprend essentiellement le labour et le pulvérisage des champs de canne, de riz et de coton.

La campagne façons culturales totalise 6.700 heures compteur - Pendant la même période la sommation des heures facturées (donc heures réellement productives) donne seulement le chiffre de 2.750 heures, soit un rendement de 41 %. Autrement dit sur 5 heures de fonctionnement du tracteur il n'en rentabilise que 2. Pour être encore plus concret, on peut dire que pour labourer 1 ha le tracteur doit tourner une journée (8 h) étant entendu que la norme retenue pour le labour est de 3 h/ha.

On peut penser que ce gaspillage (car c'en est un) est dû à une mauvaise organisation au niveau des circuits des tracteurs et des chantiers, c'est fort possible étant donné que l'opération n'est qu'à sa première année d'expérience et il faut bien que passe une période de rodage pendant laquelle on tâtonne, on fait des erreurs mais l'essentiel c'est de s'en rendre compte et d'en tirer les leçons qui s'imposent.

On peut également se demander si entre les heures réellement effectuées et celles officiellement déclarées il n'y aurait pas une grosse différence.

Que, dans cette faiblesse évidente du rapport heures facturées et heures compteur l'on pose le problème de l'organisation et de l'honnêteté et du paysan et du dispositif c'est certainement une hypothèse qui n'est pas à exclure mais est-ce qu'elle est suffisante pour expliquer l'irrationalité économique de l'opération dans les conditions actuelles de travail. Il suffit de faire une analyse sur la durée de chaque intervention pour répondre à cette question. S'il n'est pas ici tenu compte de la nature des travaux toutefois le labour représente plus de 90 % de l'intervention.

Heures de travaux	0 - 30'	31' - 1 h	1 h 01 1 h 30	1 h 31 - 2 h	2 h 01 2 h 30	2 h 31 3 h
Nbre d'interventions	489	693	260	299	79	99
	1.182 - 58 %		559 - 28 %		178 - 8 %	

Heures de travaux	3 h 01 3 h 30	3 h 31 4 h	+ 4 h	TOTAL
Nbre d'interventions	22	40	54	2.035
	62 - 3 %		54 - 2 %	

En retenant la norme de 3 heures comme temps nécessaire pour labourer 1 ha, nous constatons que :

- 58 % des interventions se font sur des parcelles de moins de 33 ares
- 28 % moins de 70 ares
- 8 % moins de 1 ha
- 3 % moins d'1,50 ha.

Il faut noter que la campagne façon culturale 74/75 a intéressé 1.360 paysans inorganisés et répartis dans toute la plaine pour 2.035 interventions ; ce qui veut dire que dans un cas sur 2 le tracteur est intervenu 2 fois chez le même paysan.

Dès lors nous pouvons conclure sans risque de nous tromper que c'est dans l'état de morcellement des champs qu'il faut analyser la distorsion entre heures compteur et heures facturées. A qui est-il besoin de dire que le temps perdu pour les manœuvres est inversement proportionnel aux

dimensions des parcelles et il arrive même des fois que les heures nécessaires aux manœuvres sont supérieures au temps de travail effectif.

Quand on regarde que certaines interventions ne durent que 15' on comprend l'importance des heures improductives que cela entraîne. D'autre part, si l'on considère la campagne rizicole, l'anarchie dans le calendrier cultural des paysans oblige les tracteurs à faire de grands détours bien que les parcelles soient voisines. Nous nous expliquons : il est très rare que, compte tenu de plusieurs facteurs, des paysans se trouvant sur le même périmètre hydraulique font en même temps le même travail. Alors que dans certaines parcelles le riz est déjà en montaison, dans d'autres on est au stade du labour. Il suffit alors qu'entre deux champs à travailler il y ait une parcelle déjà en culture pour que le déplacement se voit tout de suite multiplié par deux ou par trois. Autre conséquence non moins grave de cette anarchie dans le calendrier cultural mais qui ne nous intéresse pas directement dans le cadre de cette étude c'est le problème de l'entretien et de la gérance des réseaux hydrauliques.

Sans nul doute, le problème essentiel auquel se heurte cette opération repose sur la structure des propriétés foncières caractérisée par leur morcellement et leur dispersion rendant difficile voire impossible une organisation rationnelle d'une intervention mécanisée.

A l'heure où les pouvoirs publics entendent concevoir une politique de développement de croissances économiques et de machinisme agricole dans les Fokontany il est intéressant de voir dans quelles conditions celle-ci est réalisable.

3 — LE MACHINISME AGRICOLE ET LA MAITRISE POPULAIRE DU DEVELOPPEMENT

Vouloir assurer le développement économique des Fokontany à base de machinisme agricole revient pour les pouvoirs publics à définir préalablement une politique agraire visant à créer les conditions techniques qui lui soient favorables, en second lieu, à organiser les infrastructures tant en amont qu'en aval nécessaires à l'entretien des engins et peut être plus tard à leur construction même et en dernier lieu, à entreprendre un travail idéologique sur la masse paysanne afin que cette maîtrise populaire de développement ne soit pas un vain mot.

31 *La réforme agraire.*

L'objectif technique de cette politique réside naturellement dans la restructuration du domaine foncier pour que soit justifiée une intervention mécanisée. A priori et vu sous cet angle le problème se poserait au niveau de petits paysans indépendants et d'une fraction de la classe des propriétaires fonciers. A moins de recourir à la solution de facilité qui consiste à imposer aux paysans le remembrement des parcelles comme

c'est le cas des sociétés d'aménagement, c'est tous les rapports de propriétés ainsi que les rapports de production existants qu'il faudra révolutionner. Ainsi la réforme agraire doit-elle nécessairement toucher l'ensemble des différentes classes sociales de la plaine.

C'est seulement lorsque ce préalable sera défini qu'on pourra concevoir une politique de machinisme agricole qui répondrait aux intérêts des petits paysans.

32 Schéma général de l'organisation du machinisme agricole dans la plaine.

En toute logique cette organisation doit tenir compte de la nouvelle structuration du monde rural basé sur le Fokonolona. Par contre, il ne sera pas tenu compte des entreprises capitalistes et coloniales dont le problème se situe plutôt au niveau de la gestion de ces sociétés qu'au niveau de la mise en place d'un équipement agricole et d'une infrastructure conséquente.

321 — Les moyens en matériel.

Au niveau de chaque Fokontany la nature et le nombre de matériel pourra être fixé par un comité villageois, le Vatoeka par exemple après approbation du Fokonolona, en fonction de l'importance de leur terre et les spéculations qu'il veut entreprendre. Mais en ce qui concerne le tracteur, on peut partir d'un minimum de 2 pour la simple raison que s'il y en a un qui tombe en panne le 2^e peut continuer à travailler. La sous-préfecture comptant actuellement 46 Fokontany non inclus la SOSUMAV et l'île Nosy-Mitsio, il faudrait au départ un minimum de 92 tracteurs et un nombre équivalent de charrues et de pulvérisateurs.

322 — Les infrastructures nécessaires.

Compte tenu des expériences actuelles elles doivent comprendre :

- 1° — un centre d'approvisionnement ou éventuellement de construction
- 2° — des ateliers de réparations
- 3° — des stations services.

322. 1 — Le centre d'approvisionnement et de construction.

C'est certainement le rôle que devra jouer à l'avenir la SECREN de Diégo-Suarez. Il y a à cela plusieurs raisons :

— Le fait qu'elle est installée dans un port et à proximité de la plaine, la met dans une situation idéale pour assurer l'approvisionnement en produits et matériels qui, dans un premier temps seront nécessairement

à importer. Il s'agit en l'occurrence outre les machines agricoles des carburants, des lubrifiants, des engrais et des produits phytosanitaires.

— De par sa spécialité même dans la construction mécanique elle peut dans la limite des possibilités techniques de son équipement fabriquer sur place certains matériels et surtout certaines pièces de rechange chose d'ailleurs qu'elle fait déjà actuellement.

— L'intégration de la SECREN dans la construction des machines agricoles lui assure un marché intérieur qui la rendra moins tributaire d'une réparation navale très aléatoire.

— L'on connaît les changements fréquents qui affectent la fabrication des machines d'origines européennes et cela jusqu'au niveau des pièces de rechange. Il suffit par exemple que les années de construction soient différentes sur deux tracteurs de même marque pour que les pièces de rechange ne sont plus identiques. La possibilité pour la SECREN dans un avenir plus ou moins lointain de construire des engins agricoles ne peut être qu'un moyen de libération de l'économie de la plaine vis à vis du capitalisme international.

322. 2 — *Les ateliers de réparations.*

Ils doivent exister en nombre suffisant et soigneusement répartis dans la plaine de façon à ce que le dépannage puisse se faire le plus vite possible ce qui nécessite un équipement convenable et un personnel qualifié capable de faire face à toute sorte d'interventions mécaniques et électriques.

A côté de chaque atelier mécanique doit également exister ce que l'on peut appeler un magasin général destiné à stocker des gammes complètes de pièces de rechange et des pneumatiques.

322. 3 — *Les stations services et abri.*

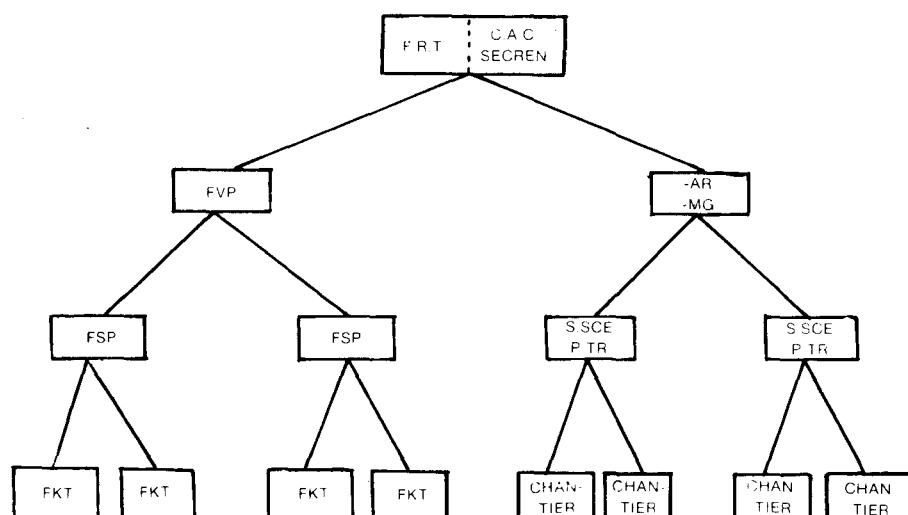
Comme toutes les vulgaires stations services que l'on connaît, elles assureront l'alimentation en carburant des engins et les entretiens périodiques à savoir les vidanges, graissage et réparations des pneus. Compte tenu des expériences actuelles, un supplément d'équipement en poste de soudure est indispensable.

Il ne serait peut-être pas inutile de construire des abris au niveau de ces stations services (où les tracteurs seront donc basés pendant les heures d'arrêt) de façon à ce qu'ils puissent faire le nécessaire sur place à chaque début de travail dans le Fokontany.

Naturellement il est inimaginable de doter chaque Fokontany d'une telle infrastructure car cela reviendrait trop cher. Une répartition de ses divers éléments en fonction de la nouvelle organisation du monde rural s'impose alors.

323 — Organisation de l'infrastructure en fonction de l'organisation du monde rural.

D'une façon général on peut envisager une organisation comme le montre le schéma ci-dessous :



LEGENDES :

- F R T = Faritany : C.A.C. = Centre d'Approvisionnement, construction
- F V P = Fivondronana : AR-MG = Atelier réparation - Magasin Général
- F S P = Firisana : S Sce = Station service + parc tracteur.
- F K T = Fokontany.

33 — L'ENCADREMENT TECHNIQUE ET IDEOLOGIQUE

Quelle que soit la perfection d'une organisation qu'on aura mis en place il serait naïf de penser qu'une telle entreprise atteindra son objectif sans un encadrement technique et idéologique qui assurera la formation et l'éducation de la masse paysanne.

Pour parler de l'encadrement technique, son recrutement doit être choisi par un comité de gestion des travailleurs à chaque niveau de l'organisation du Fokonolona en fonction de sa disponibilité en personnel qualifié, tant en ce qui concerne la question purement machinisme que la question agronomique. Le comité de gestion des travailleurs fixera avec le personnel technique les objectifs à atteindre en matière de production et déterminera la retribution des agents en fonction des résultats obtenus.

Dans l'état actuel des choses ce personnel technique se trouve certainement en nombre insuffisant. Un centre populaire de formation agricole où le machinisme prendra une place non moins importante que l'agriculture devient alors indispensable. L'actuel Lycée agricole d'Ambanja situé à 90 Km d'Ambilobe ne peut que répondre à cette nécessité à condition bien entendu de revoir le système d'enseignement. Les stagiaires poursuivant leur formation dans ce centre populaire seront constitués par des paysans choisis par le Fokontany et au terme de leur stage seront reversés à leur lieu d'origine.

Mais la tâche essentielle et combien difficile reste la formation idéologique des paysans. En effet, nous avons dit plus haut qu'il ne faut pas que cette révolution, notamment en ce qui concerne le problème agraire soit imposée mais admise comme une nécessité si l'on veut mettre fin à la domination et l'exploitation du petit peuple par les propriétaires fonciers. C'est un travail de longue haleine dont la réalisation dépendra de l'existence d'une organisation politique d'avant garde.

CONCLUSION

S'il est un fait que le développement économique de la plaine de la Mahavavy reste basé sur le machinisme agricole, il reste non moins vrai que l'état actuel des rapports sociaux ne permettrait pas sa concrétisation à moins de procéder à une remise en cause fondamentale du système économique existant. Ceci implique pour l'Etat de faire un choix (si ce n'est déjà fait) quant à l'orientation de la politique économique en général et d'avoir une organisation politique qui encadrera les paysans sur ce plan idéologique pour que devienne réalité la maîtrise populaire de développement.

Toutefois, l'ampleur des tâches qu'exige l'introduction du machinisme agricole dans le Fokontany nécessite un laps de temps assez long. Or actuellement les contradictions en matière de mécanisation dans la plaine arrive à un stade de développement tel qu'il faudra trouver des solutions à très court terme sans pour autant retomber dans le capitalisme d'Etat comme ne peut que témoigner l'expérience actuelle.